

RELATIONS INTERNATIONALES

eric.pomes@univ-nantes.fr

Description du cours

Le cours de Relations internationales a pour objectif de fournir aux étudiants les éléments de droit leur permettant de comprendre le fonctionnement de la société internationale. Il constitue un complément indispensable au cours d'Organisations internationales et européennes et de droit international public. Le cours approfondit notamment la mise en place de la société internationale, ses attributs et son évolution de depuis 1945.

Plan du cours

INTRODUCTION GENERALE

SECTION 1. DEFINITION DES RELATIONS INTERNATIONALES

SECTION 2. LES APPROCHES POSSIBLES

- I. L'APPROCHE HISTORIQUE
- II. LA VISION POLITISTE OU LES THEORIES DES RELATIONS INTERNATIONALES
 - A. Le réalisme
 - B. Le libéralisme
 - C. Le constructivisme
 - D. Le transnationalisme
- III. L'APPROCHE JURIDIQUE
 - A. L'existence du droit international
 - a. Les caractéristiques du droit international
 - b. Les fondements du droit international
 - 1. Le jusnaturalisme
 - 2. Le positivisme
 - 3. Le droit international, lieu et instrument des rapports de force internationaux
 - B. L'efficacité du droit international
 - a. Les Etats face au droit international.
 - b. La question des violations du droit
 - 1. L'existence de violations
 - 2. La question de la sanction

PARTIE 1. LA COMPOSITION DE LA SCENE INTERNATIONALE

TITRE 1. L'ETAT, SUJET PRINCIPAL

SOUS-TITRE 1. LA DEFINITION DE L'ETAT EN DROIT INTERNATIONAL

CHAPITRE 1. LES ELEMENTS CONSTITUTIFS DE L'ETAT

SECTION 1. LA POPULATION, RAISON D'ETRE DE L'ETAT

I. DEFINITION

II. LA NATIONALITE, LIEN JURIDIQUE RATTACHANT UNE PERSONNE A UN ETAT

A. Les nationaux

a. La nationalité des personnes physiques

1. La nationalité d'origine

2. La naturalisation

3. La perte de la nationalité

b. La nationalité des personnes morales

B. Les étrangers

a. Les réfugiés

b. Les immigrés

SECTION 2. LE TERRITOIRE : L'ETAT COMME REPARTITEUR D'ESPACE

I. LA NATURE JURIDIQUE DU TERRITOIRE

II. LA CONSISTANCE DU TERRITOIRE ETATIQUE

A. La composition du territoire

a. La partie terrestre

b. La partie maritime

c. La partie aérienne

B. La distribution des territoires dans l'espace : la frontière.

a. Une source de conflits et de contentieux

b. Les phases de la détermination des frontières

1. La délimitation

2. La démarcation

III. L'ACQUISITION DU TERRITOIRE

A. L'acquisition du titre originaire : l'acquisition sans accord

B. Les « translations » territoriales ou l'acquisition du titre dérivé

a. Les mutations territoriales sans accord

1. La sécession

2. Sécession et décolonisation

b. Les mutations territoriales avec accord

1. L'acquisition conventionnelle de territoire

2. L'acquisition non-conventionnelle ou prescription acquisitive

c. Les conséquences juridiques des mutations territoriales : la succession d'Etat

SECTION 3. LE GOUVERNEMENT OU L'EXIGENCE D'UN POUVOIR POLITIQUE ORGANISE

CHAPITRE 3. LA SOUVERAINETE CARACTERISTIQUE DE L'ETAT

SECTION 1. LA SIGNIFICATION DE LA SOUVERAINETE

I. L'APPROCHE CLASSIQUE DE LA SOUVERAINETE

A. Définition

B. Les implications de la souveraineté

a. La souveraineté ou la soumission de l'Etat au droit international

1. Une soumission volontaire

2. Le domaine réservé

3. Le cas des droits de l'homme

b. L'égalité juridique corollaire de la souveraineté

II. VERS UNE REINTERPRETATION DU CONCEPT DE SOUVERAINETE : LA SOUVERAINETE COMME RESPONSABILITE

A. La souveraineté fonctionnelle

B. La capacité de l'Etat comme mesure de la souveraineté : la question des Etats faillis

a. La faillite de l'Etat, un processus de désagrégation

1. Notion

2. Potentiel déstabilisateur

b. L'Etat failli, conflit entre approche fonctionnelle et fiction juridique de la souveraineté

SECTION 2. LES COMPETENCES DE L'ETAT ATTRIBUTS DE LA SOUVERAINETE

I. LA PERSONNALITE JURIDIQUE DES ETATS

II. LES COMPETENCES DES ETATS

A. Les types de compétences

B. Les limites à la compétence territoriale de l'Etat

SOUS-TITRE 2. L'ETABLISSEMENT DES RELATIONS ENTRE SUJETS

CHAPITRE 1. RECONNAISSANCE D'ETATS ET DE GOUVERNEMENTS

SECTION 1. LES CARACTERISTIQUES DE LA RECONNAISSANCE

I. LA NATURE DE LA RECONNAISSANCE

II. L'EXERCICE DE LA RECONNAISSANCE

A. La réalité de l'Etat

a. La présence des trois éléments constitutifs de l'Etat

b. La faculté de reconnaissance

B. L'interdiction de reconnaissance

a. Une interdiction limitée : la prématurité

b. Une interdiction absolue : la contrariété au droit international

SECTION 2. LES EFFETS DE LA RECONNAISSANCE

- I. LA DOCTRINE CONSTITUTIVE
- II. LA DOCTRINE DECLARATIVE

CHAPITRE 2. LES RELATIONS DIPLOMATIQUES**SECTION 1. LES ORGANES ETATIQUES DES RELATIONS DIPLOMATIQUES**

- I. LES ORGANES CENTRAUX, ORGANES DE CONNEXION
- II. LES ORGANES EXTERIEURS, ORGANES DE COMMUNICATION
 - A. Les ambassades
 - B. Les postes consulaires

SECTION 2. L'EXERCICE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

- I. LES FONCTIONS DIPLOMATIQUES
- II. LA RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

TITRE 2. LES AUTRES ACTEURS DE DROIT INTERNATIONAL**CHAPITRE 1. LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES****SECTION 1. L'ACTE CONSTITUTIF DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE**

- I. LA TYPOLOGIE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
- II. LES MEMBRES DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE
 - A. Les conditions de participation
 - a. Les conditions de fond
 - b. Les conditions de forme
 - B. La cessation de participation

SECTION 2. STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- I. LES ORGANES COMPOSES DES REPRESENTANTS DES ETATS
 - A. Egalité souveraine et efficacité : une conciliation délicate
 - B. Des organisations soumises aux rapports de force
 - a. La procédure de vote
 - b. La mise en œuvre de la décision
- II. LES ORGANES PERMANENTS

SECTION 3. L'AUTONOMIE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE

- I. LA PERSONNALITE JURIDIQUE DES ORGANISATIONS
 - A. Une personnalité juridique originaire
 - B. Les deux faces de la personnalité juridique des organisations

- a. La personnalité juridique interne
 - b. La personnalité juridique internationale
- II. LES COMPETENCES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
- A. Les caractéristiques et catégories de compétences des organisations internationales
 - a. Les caractéristiques
 - b. Les trois catégories de compétences

CHAPITRE 2. LES PERSONNES PRIVEES

SECTION 1. L'INDIVIDU SUR LA SCENE INTERNATIONALE

- I. L'INDIVIDU COMME ACTEUR SUR LA SCENE INTERNATIONALE
- A. Le religieux
 - B. Le politique
 - C. La société civile
- II. LA CONDITION DE L'INDIVIDU EN DROIT INTERNATIONAL
- A. L'Etat, écran entre l'individu et le droit international
 - B. L'individu, un sujet de droit

SECTION 2. LES ACTEURS TRANSNATIONAUX

- I. LES ACTEURS LICITES
- A. Les acteurs économiques licites : les entreprises multinationales
 - a. Définition
 - b. Par delà l'influence économique, une influence politique et juridique
 - 1. Une influence politique
 - 2. Une influence juridique
 - B. Les acteurs moraux
 - a. Les associations dans l'ordre international : les organisations non gouvernementales (O.N.G.).
 - 1. Définition
 - 2. Personnalité juridique
 - 3. Les catégories d'ONG
 - b. Les Églises
 - 1. Un rôle politique
 - 2. Un rôle temporel
- II. LES ACTEURS ILLICITES
- A. Les acteurs armés
 - a. Les terroristes
 - b. Les mercenaires
 - c. Les sociétés militaires privées
 - B. Les acteurs économiques des relations internationales illicites : les mafias
 - a. Notion
 - b. La lutte contre les mafias
- III. LES ACTEURS DE LEGITIMATION
- A. L'opinion publique

B. La communauté internationale

PARTIE 2. LE CADRE NORMATIF DE LA SCENE INTERNATIONALE

TITRE 1. LES MODES VOLONTAIRES DE FORMATION DU DROIT INTERNATIONAL

CHAPITRE 1. LA FORMATION VOLONTAIRE CONVENTIONNELLE : LE TRAITE

SECTION 1. LE PROCESSUS DE CREATION DU TRAITE

I. PREMIERES VUES SUR LE TRAITE

- A. Définition
- B. Les différentes catégories de traités

II. LA CONCLUSION DU TRAITE

- A. L'élaboration des traités
- B. L'entrée en vigueur des traités

III. LES RESERVES AUX TRAITES

- A. Définition et portée des réserves aux traités
- B. Le régime d'admissibilité des réserves

SECTION 2. L'APPLICATION DU TRAITE

I. L'APPLICATION DES TRAITES DANS L'ORDRE INTERNATIONAL

- A. L'effet des traités
 - a. L'effet des traités à l'égard des Etats parties : le principe *Pacta sunt servanda*
 - 1. L'exigence de bonne foi
 - 2. L'application territoriale
 - b. L'effet des traités à l'égard des tiers

CHAPITRE 2. LE DROIT VOLONTAIRE NON CONVENTIONNEL

SECTION 1. LES ACTES UNILATERAUX

I. LES ACTES UNILATERAUX DES ETATS

- A. Notion
- B. Portée juridique
 - a. Les actes unilatéraux autonormateurs
 - b. Les actes hétéronormateurs

II. LES ACTES UNILATERAUX DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

SECTION 2. LES ACCORDS INFORMELS : LES ACTES CONCERTES NON CONVENTIONNELS

TITRE 2. LA FORMATION SPONTANEE

CHAPITRE 1. LA COUTUME, SOURCE NON ECRITE DU DROIT INTERNATIONAL

SECTION 1. LES CONDITIONS NECESSAIRES A L'EXISTENCE DE LA COUTUME

- I. LA REPETITION D'UN COMPORTEMENT : L'ÉLÉMENT MATÉRIEL
- II. LA CONVICTION DE L'EXISTENCE D'UNE OBLIGATION JURIDIQUE
- III. LES LIMITES DU SCHEMA THEORIQUE TRADITIONNEL

SECTION 2. LA COUTUME, REGLE JURIDIQUE OBLIGATOIRE

- I. LA PORTEE DES REGLES COUTUMIERES
- II. L'APPLICATION DES REGLES COUTUMIERES

CHAPITRE 2. LES SOURCES SUBSIDIAIRES DU DROIT INTERNATIONAL

SECTION 1. LES PRINCIPES GENERAUX EN DROIT INTERNATIONAL

- I. LES PRINCIPES GENERAUX DU DROIT INTERNATIONAL
- II. LES PRINCIPES GENERAUX DE DROIT INTERNATIONAL

SECTION 2. LES MOYENS AUXILIAIRES DE DETERMINATION DE LA REGLE DE DROIT

- I. LES « SOURCES DE CONNAISSANCE » : LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE
- II. L'ÉQUITÉ

PARTIE 3. LES RELATIONS INTERNATIONALES CONFLICTUELLES

TITRE 1. LE REGLEMENT NON ARME DES DIFFERENDS INTERNATIONAUX

CHAPITRE 1. LE REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS INTERNATIONAUX

SECTION 1. LE REGLEMENT NON JURIDICTIONNEL DES DIFFERENDS : UNE SOLUTION PROPOSEE

- I. LES PROCÉDES INTERÉTATIQUES : LA PRIMAUTE DU CONSENTEMENT
- II. LE REGLEMENT NON JURIDICTIONNEL DANS LE CADRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
 - A. Le recours aux organisations à compétence universelle
 - B. Le recours aux organisations régionales à compétence générale

SECTION 2. LE REGLEMENT JURIDICTIONNEL : UNE SOLUTION IMPOSEE

- I. LE REGLEMENT ARBITRAL
 - A. Les principes de l'arbitrage
 - a. Le consentement des parties
 - b. Le libre choix des arbitres
 - B. Les règles de fonctionnement de l'arbitrage
- II. LE REGLEMENT PAR UNE JURIDICTION PERMANENTE
 - A. Le statut de la CIJ
 - a. La composition de la CIJ
 - b. Les compétences de la CIJ
 - 1. La compétence contentieuse

- 2. La compétence consultative
- B. Le rôle de la CIJ

CHAPITRE 2. LA SANCTION DE L'INOBSERVATION DES REGLES PRIMAIRES

SECTION 1. LA RESPONSABILITE INTERNATIONALE DES ETATS

- I. LES CONDITIONS DE LA RESPONSABILITE INTERNATIONALE DES ETATS
 - A. L'élément objectif de la responsabilité : le fait illicite
 - a. La responsabilité pour les faits internationalement illicites
 - 1. Le fait internationalement illicite : notion
 - 2. La diversité des faits illicites
 - 3. Les circonstances excluant l'illicéité
 - 3.1 Les circonstances tenant aux faits de la victime
 - 3.2 Les circonstances étrangères à la victime
 - b. La responsabilité pour les conséquences préjudiciables découlant d'actes non illicites du droit international
 - B. L'élément subjectif du fait générateur : l'imputation
 - a. L'imputation à un Etat
 - b. L'imputation à une organisation internationale
 - 1. La responsabilité de l'organisation internationale pour les faits de l'organisation elle-même
 - 2. La responsabilité de l'organisation internationale pour les faits des Etats qui agissent pour le compte de l'organisation
 - B. L'engagement de la responsabilité
 - a. Le dommage
 - b. Le lien de causalité
- II. LA REPARATION
 - A. La notion de réparation
 - B. La forme de la réparation

SECTION 2. LA PLACE CONTROVERSEE DES CONTRE-MESURES ET DES SANCTIONS

- I. LA NOTION DE CONTRE-MESURE
- II. LE REGIME JURIDIQUE DES CONTRE-MESURES

TITRE 2. LE REGLEMENT NON-PACIFIQUE DES DIFFERENDS

CHAPITRE 1. LE RECOURS A LA FORCE EN DROIT INTERNATIONAL

SECTION PRELIMINAIRE. DE LA GUERRE JUSTE A LA SECURITE COLLECTIVE

SECTION 1. LE RECOURS LICITE A LA FORCE

- I. L'USAGE LICITE DE LA FORCE DANS LE SYSTEME DES NATIONS UNIES
 - A. La compétence de guerre réservée au Conseil de sécurité

- a. L'interdiction du recours unilatéral à la force : le volet préventif
 - 1. Le domaine d'application
 - 2. Les fins visées
- b. Une compétence de guerre dévolue au seul Conseil de sécurité : le volet répressif
- B. La légitime défense, droit naturel reconnu d'user unilatéralement de la force
 - a. Les conditions *ratione materiae*
 - 1. Une agression armée
 - 2. L'auteur de l'attaque
 - 3. Mise en œuvre
 - b. Les conditions *ratione temporis*
- II. LES INTERVENTIONS SOLLICITEES
 - A. Une licéité de principe
 - B. La validité de la demande

SECTION 2. SECURITE HUMAINE ET USAGE DE LA FORCE : L'INTERVENTION HUMANITAIRE

- I. UNE OPPOSITION MAJORITAIRE A LA DECENTRALISATION DU RECOURS A LA FORCE
- II. UNE DOCTRINE MINORITAIRE FAVORABLE A LA DECENTRALISATION DU RECOURS A LA FORCE

PARTIE 4. L'ENCADREMENT DE LA MONDIALISATION

CHAPITRE 1. CARACTERES GENERAUX DU DROIT INTERNATIONAL ECONOMIQUE

SECTION 1. LE DROIT DES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES, CADRE THEORIQUE

SECTION 2. LE DROIT DES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES, DEPASSEMENT DES EGOÏSMES ETATIQUES ?

- I. UN INSTRUMENT D'IMPOSITION DU LIBERALISME
- II. LE DROIT INTERNATIONAL DEVELOPPEMENT POUR UNE MONDIALISATION EQUITABLE

CHAPITRE 2. LA PROTECTION INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

SECTION 1. LES PRINCIPES LIANT DEVELOPPEMENT HUMAIN ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- I. LE DROIT AU DEVELOPPEMENT DURABLE
- II. LE PRINCIPE DE PRECAUTION

SECTION 2. LES DEFIS DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- I. LES REFUGIEES CLIMATIQUES
- II. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RISQUE DE CONFLITS ARMES

CONCLUSION

Bibliographie indicative

Pomès E., *Droit international public*, Paris, Studyrama, 2011 (à paraître).

Agniel G., *Droit des relations internationales*, Hachette supérieur, coll. Les fondamentaux, 2006.

Blacher P., *Droit des relations internationales*, Litec, coll. Objectif droit, 3^e édition, 2008.

Braillard P. et Djalili M., *Les relations internationales*, PUF, coll. Que sais-je ?, n°2456, 8^e édition, 2006.

Gautier-Audebert A., *Droit des relations internationales*, Vuibert, coll. Public Droit, 2007.

Geslin A., *Relations internationales*, Hachette supérieur, coll. HU droit, 2006.

Ghevontian G., *Droit des relations internationales*, PUAM, 3^e édition, 2000.

Guilhaudis J.-F., *Relations internationales contemporaines*, Litec, coll. Manuels, 2^e édition, 2005.

Gounelle Max, *Relations internationales*, Dalloz, coll. Mémentos, 7^e édition, 2006.

Sur S., *Les relations internationales*, Montchrestien, coll. Précis Domat, 5^e édition, 2009.

D. BATTISTELLA, *Théories des relations internationales*, 3^e édition, Paris, Presses de Sciences PO, 2009.

J. COMBACAU, « Le droit international, bric à brac ou système ? », *Archives de philosophie du droit*, 1986, pp. 88-105.

P. DAILLIER, M. FORTEAU, A. PELLET, N. QUOC DINH, *Droit international public*, 8^e édition, Paris, Lgdj, 2009.

P.-M. DUPUY, Y. KERBRAT, *Droit international public*, 10^e édition, Paris, Dalloz, 2010.

R.-J. DUPUY, *Le droit international*, 12^e édition, Paris, Puf, Que sais-je ?, n°1060, 2004.

D. GAURIER, *Histoire du droit international*, Rennes, Pur, coll. didact droit, 2005.

R. KOLB, *Réflexions de philosophie du droit international*, Bruxelles, Bruylant, 2003.

G. de LACHARRIERE, *La politique juridique extérieure*, Paris, Economica, 1983.

Ch. LEBEN, « La juridiction internationale », *Droits*, 1989, n°9, pp. 143-155.

TRUYOL Y SERRA, R. KOLB, *Doctrines sur le fondement du droit des gens*, Paris, Pedone, 2007.

J.-J. ROCHE, *Théories des relations internationales*, 8^e édition, Paris, Montchrestien, 2010.

Jurisprudence utilisée

A. Cour Permanente de Justice Internationale

- Affaire du Lotus*, arrêt n°9, CPJI 7 septembre 1927, Série A, n°10, p. 4
- Echange des populations grecques et turques*, avis consultatif, CPJI 21 février 1925, série B, n°10, p. 6
- Droits de minorités en Haute-Silésie (écoles minoritaires)*, arrêt 26 avril 1928, CPJI série A, n°15, p. 4
- Statut juridique du Groenland oriental*, arrêt, 5 avril 1933, CPJI Fasc. 53, série A/B, p. 22
- Ecoles minoritaires en Albanie*, avis, 6 avril 1935, CPJI Fasc. 64, série A/B, p. 4
- Vapeur Wimbledon*, CPJI 17 août 1923, série A, n° 1, p. 15
- Affaires des concessions Mavrommatis en Palestine*, arrêt, 30 août 1924, CPJI série A, n°2, p. 6
- Trafic ferroviaire entre la Lithuanie et la Pologne (Section de ligne Landwarów-Kaisiadorys)*, avis consultatif du 15 octobre 1931, CPJI série A/B, n°42, p. 108
- Colons allemands en Pologne*, avis, 10 septembre 1923, CPJI série B, n°6, p. 6
- Compétence des tribunaux de Dantzig*, avis, 3 mars 1928, CPJI série B, n°15, p. 4

B. Cour Internationale de Justice

- Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)*, Demande en indication de mesures conservatoire, ordonnance, CIJ 18 juillet 2011
- Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)*, fond, arrêt C.I.J. 20 avril 2010
- Réparations des dommages subis au service des Nations Unies*, avis consultatif, CIJ Recueil 1949, p. 174
- Détroit de Corfou (Royaume-Uni c. Albanie)*, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1949, p. 4
- Réserves à la Convention sur le génocide*, avis consultatif, CIJ Recueil 1951, p. 15
- Affaire des Minquiers et des Ecréhous*, arrêt du 17 novembre 1953, CIJ Recueil 1953, p. 47
- Affaire de l'or monétaire pris à Rome en 1943 (question préliminaire)*, arrêt du 15 juin 1954, CIJ Recueil 1954, p. 19
- Affaire Nottebohm (deuxième phase)*, arrêt du 6 avril 1955, CIJ Recueil 1955, p. 4
- Souveraineté sur les parcelles frontalières*, arrêt du 20 juin 1959, CIJ Recueil 1959, p. 209
- Affaire du droit de passage en territoire indien (fond)*, arrêt, CIJ Recueil 1960, p. 6
- Affaire du Sud-Ouest africain (Ethiopie c. Afrique du Sud, Libéria c. Afrique du Sud)*, exceptions préliminaires, arrêt du 21 décembre 1962, CIJ Recueil 1962, p. 319
- Affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)*, Fond, arrêt du 15 juin 1962, CIJ Recueil 1962, p. 6
- Sud-Ouest africain, deuxième phase*, arrêt, CIJ Recueil 1966, p. 6
- Plateau continental de la mer du Nord*, arrêt, CIJ Recueil 1969, p. 3
- Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited*, arrêt, CIJ Recueil 1970, p. 3
- Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité*, avis consultatif, CIJ Recueil 1971, p. 16

- Demande de réformation du jugement n°158 du Tribunal administratif des Nations Unies*, avis consultatif, *CIJ Recueil 1973*, p. 166
- Sahara occidental*, avis consultatif, *CIJ Recueil 1975*, p. 12
- Plateau continental de la mer Egée*, arrêt, *CIJ Recueil 1978*, p. 3
- Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran*, ordonnance du 15 décembre 1979, demande en indication de mesures conservatoires, *CIJ Recueil 1979*, p. 7
- Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran*, arrêt, *CIJ Recueil 1980*, p. 3
- Demande de réformation du jugement n°273 du Tribunal administratif des Nations Unies*, avis consultatif, *CIJ Recueil 1982*, p. 325
- Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)*, arrêt, *CIJ Recueil 1982*, p. 18
- Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine*, arrêt, *CIJ Recueil 1984*, p. 246
- Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)*, fond, arrêt, *CIJ Recueil 1986*, p. 14
- Différend frontalier*, arrêt, *CIJ Recueil 1986*, p. 554
- Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenante))*, arrêt, *CIJ Recueil 1992*, p. 351
- Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn* compétence et recevabilité, arrêt, *CIJ Recueil 1994*, p. 112
- Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)*, arrêt, *CIJ Recueil 1994*, p. 6
- Timor oriental (Portugal c. Australie)*, arrêt, *CIJ Recueil 1995*, p. 90
- Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé*, avis consultatif, *CIJ Recueil 1996*, p. 66
- Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*, avis consultatif, *CIJ Recueil 1996*, p. 226
- Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*, arrêt, *CIJ Recueil 1997*, p. 7
- LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, arrêt, *CIJ Recueil 2001*, p. 466
- Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria ; Guinée équatoriale (intervenante))*, arrêt, *CIJ Recueil 2002*, p. 303
- Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)*, arrêt, *CIJ Recueil 2002*, p. 3
- Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)*, arrêt, *CIJ Recueil 2002*, p. 625
- Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)*, arrêt, *CIJ Recueil 2003*, p. 161
- Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. Etats-Unis d'Amérique)*, arrêt, *CIJ Recueil 2004*, p. 12
- Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*, avis consultatif, 9 juillet 2004, *CIJ Recueil 2004*, p. 136
- Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*, arrêt, *CIJ Recueil 2005*, p. 168
- Différend frontalier (Bénin/Niger)*, arrêt, *CIJ Recueil 2005*, p. 90
- Activités armées sur le territoire du Congo (nouvelle requête : 2002) (République démocratique du Congo c. Rwanda)*, compétence et recevabilité, arrêt, *CIJ Recueil 2006*, p. 6

Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay), mesures conservatoires, ordonnance du 13 juillet 2006, *CIJ Recueil 2006*, p. 113

Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro), arrêt, *CIJ Recueil 2007*, p. 43

Différend territorial et maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (Nicaragua c. Honduras), arrêt, *CIJ Recueil 2007*, p. 659

Certaines questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale (Djibouti c. France), arrêt, *CIJ Recueil 2008*, p. 177

Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine), arrêt, *CIJ Recueil 2009*, p. 61

Affaire colombo-péruvienne relative au droit d'asile, arrêt, *CIJ Recueil 1950*, p. 266

Plateau continental de la mer du Nord, arrêt, *CIJ Recueil 1969*, p. 3

Essais nucléaires (Australie c. France), arrêt, *CIJ Recueil 1974*, p. 253

C. Sentences arbitrales

Fonderie du Trail (Etats-Unis c. Canada), Sentence arbitral, *R.S.A.*, tome III 11 mars 1941, p. 1907

Affaire concernant l'accord relatif aux services aériens du 27 mars 1946 entre les Etats-Unis d'Amérique et la France, Sentence arbitrale du 9 décembre 1978, *RSA*, vol. XVIII pp. 417-493

Affaire de la délimitation de la frontière maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal, sentence du 31 juillet 1989, *RSA*, vol. XX, pp. 119-213

Affaire des biens britanniques au Maroc espagnol (Espagne contre Royaume-Uni), sentence du 1^{er} mai 1925, *RSA*, vol. II, pp. 615-742

Affaire du lac Lanoux (Espagne, France), sentence du 16 novembre 1957, *RSA*, vol. XII, pp. 281-317

Décision du Tribunal concernant la demande de révision et d'interprétation subsidiaire de la sentence du 21 octobre 1994, présentée par la République du Chili, sentence du 13 octobre 1995, *RSA*, vol. XXII, pp. 151-207

Différend opposant l'Irlande au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant l'accès à l'information prévu par l'article 9 de la Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (Convention OSPAR), Sentence définitive Décision du 2 juillet 2003, *RSA*, vol. XXIII, pp. 59-151

Interpretation of the air transport services agreement between the United States of America and France, sentence du 22 décembre 1963, *RSA*, vol. XVI, pp. 5-74

Responsabilité de l'Allemagne à raison des dommages causés dans les colonies portugaises du sud de l'Afrique (sentence sur le principe de la responsabilité) (Portugal contre Allemagne), sentence du 31 juillet 1928, *RSA*, vol. II, pp. 1011-1033

Trail smelter case (United States, Canada), 16 April 1938 and 11 March 1941, *RSA*, vol. III, pp. 1905-1982

D. Tribunal International du droit de la mer

Affaire de l'usine Mox (Irlande c. Royaume-Uni) (Demande en prescription de mesures conservatoires), ordonnance du 3 décembre 2001, Tribunal international du droit de la mer